

**UN ÉTAT FORT
AU SERVICE
DES GENS.**



**UN ÉTAT FORT
POUR RÉUSSIR L'INDÉPENDANCE**



Madame, Monsieur,

Le 1er octobre 2018, nous serons au service du Québec, au service des ambitions du Québec, de celles et de ceux qui le composent et le façonnent. Nous serons au service des rêves de nos enfants, de nos idéaux familiaux, de nos objectifs professionnels et de nos aspirations collectives.

Nous serons au service du Québec, de ses rangs, de ses rivières à saumon, de ses érablières, de ses rues principales, de ses berges, de celles et ceux qui les habitent, y travaillent et sentent que les décisions qui les touchent leur échappent peu à peu.

Nous serons au service de celles et ceux qui arrivent, aujourd'hui et demain, avec l'avenir devant eux, de l'espoir et des idées. Nous nous engageons à assurer la dignité, la reconnaissance et l'épanouissement de celles et ceux qui étaient ici avant nous.

Le 1er octobre, nous aurons la chance de recommencer à regarder ensemble, dans la même direction; de recommencer à se faire, toutes et tous, confiance.

Où porter notre regard?

Nous pouvons regarder l'iniquité de notre système de santé, à commencer par la trop grande part laissée aux médecins. Nous pouvons faire davantage confiance à nos infirmières, nos préposés, nos travailleuses et travailleurs sociaux, nos pharmaciennes et pharmaciens, et tous les autres professionnels du réseau.

Nous pouvons regarder ensemble vers nos régions, faire confiance aux gens qui s'y trouvent, leur redonner des centres de décisions locaux, mettre de l'avant des moyens novateurs d'occuper notre territoire, y garder nos jeunes et y attirer des nouveaux arrivants en région. Nous allons nous assurer que toutes et tous puissent y vivre et y travailler pleinement.

Nous pouvons regarder notre démocratie pour que la vie citoyenne s'y inscrive quotidiennement en réformant d'abord notre mode de scrutin.

Nous pouvons regarder ensemble vers la réussite des jeunes et une éducation accessible à toutes et à tous.

Nous pouvons maintenir notre regard sur l'immense défi national et mondial qu'est celui de la lutte contre les changements climatiques.

Nous pouvons veiller à l'enrichissement du Québec et de son monde par le développement d'une économie plus innovante et productive, et surtout, agir enfin à propos des paradis fiscaux.

Nous regardons vers un Québec plus juste et plus équitable qui assume ses responsabilités.

Nous voulons un Québec en forme, fort et souple porté vers l'avenir.

Nous souhaitons que les regards du monde entier se tournent vers nous, attirés par la fierté que nous dégageons à assumer ce que nous sommes, à évoluer dans la diversité et à rêver collectivement ce à quoi nous aspirons devenir.

Nous visons à être cet État prêt à regarder le monde tel qu'il est. Un Québec qui sera prêt en 2022 à franchir le pas décisif et d'asseoir à la table des nations. Nous voulons construire un Québec fier de ses choix avec vous et pour vous.


Jean-François Lisée


Véronique Hivon



5 CONSOLIDER NOS FONDATIONS

- 6 Un État fort pour la démocratie, un Québec fier de ses services

7 FORTIFIER NOS PILIERS

- 8 Un État fort pour l'éducation, un Québec fier de ses enseignants
- 9 Un État fort pour tous, un Québec fier de son monde
- 10 Un État fort pour l'environnement, un Québec fier de sa nature
- 11 Un État fort pour le nationalisme économique, un Québec fier de ses entrepreneurs

13 BÂTIR EN REGARDANT L'AVENIR

- 14 Un État fort pour la famille, un Québec fier de ses enfants
- 14 Un État fort pour les régions, un Québec fier de ses espaces
- 15 Un État fort pour développer le territoire, un Québec fier de sa mobilité
- 16 Un État fort pour réussir le vivre-ensemble, un Québec fier de ceux qui le choisissent
- 16 Un État fort pour lutter contre les inégalités sociales, un Québec fier de ses travailleuses et travailleur
- 17 Un État fort pour promouvoir l'histoire et la langue, un Québec fier de sa culture
- 18 Un État fort pour être ouvert et présent au monde, un État fort pour réussir l'indépendance

19 UNE NATION FACE À SON DESTIN





CONSOLIDER NOS FONDATIONS

Un État fort pour la démocratie, un Québec fier de ses services



Le Parti Québécois ne s'est jamais satisfait du *statu quo*. Depuis toujours, sa raison d'être est d'améliorer, au quotidien, les réalités familiales, sociales, économiques et environnementales de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. L'élévation des conditions de vie de celles et de ceux qui composent et façonnent le Québec ne peut se réaliser dans un esprit d'immobilisme ou de désengagement.

Depuis trop longtemps, les Québécoises et les Québécois sont captifs de cet état d'attentisme, dépouillés de leurs leviers décisionnels et, conséquemment, résignés à accepter l'inacceptable.

L'inertie à laquelle les décisions gouvernementales des dernières années nous ont menés est responsable de la période de désaffection que traverse actuellement le Québec envers ses institutions démocratiques. Il est grand temps de faire des gestes forts afin d'améliorer la santé de notre démocratie et de l'enrichir, pour que la vie citoyenne s'y inscrive. Pour cela, il faut favoriser une meilleure connaissance de nos institutions démocratiques, réformer le mode de scrutin et rapprocher les élus de leurs commettants en favorisant une approche de la politique moins partisane.

Pour que les citoyennes et les citoyens du Québec aient confiance en l'État et en notre démocratie, ils doivent être certains qu'ils sont justes. Notre système de justice est à la base du règlement des conflits de manière pacifique ainsi que du respect des droits de la personne et des lois en vigueur. Or, il est actuellement miné par les délais de traitement devant les tribunaux. Un gouvernement du Parti Québécois encouragera les modes alternatifs de règlement des conflits, améliorera l'accessibilité à la justice – du point de vue financier – et créera une instance consacrée aux victimes de violences sexuelles et conjugales. Rigueur et célérité doivent guider l'exercice judiciaire pour rendre nos institutions plus accessibles.

L'accessibilité, l'efficacité et la proximité de l'État sont aussi tributaires d'une fonction publique modernisée et qualifiée. Les travailleurs de la fonction publique sont au service de la nation : leur expertise est la clé pour contrer la corruption, encourager les meilleures pratiques et offrir des services efficaces et de qualité aux citoyennes et aux citoyens. D'ailleurs, nous souhaitons que ces services soient humains et simples à recevoir. Pour ce faire, il est impératif d'élire un gouvernement qui valorisera le rôle de la fonction publique, notamment en révisant les processus de recrutement et, surtout, de rétention des travailleuses et des travailleurs.





BAnQ GRANDE BIBLIOTHÈQUE

FORTIFIER NOS PILIERS

Le Parti Québécois souhaite un État fort pour offrir un panier de services publics de qualité et performants, qui répondent aux besoins des Québécoises et des Québécois. D'abord, parce que des services publics de qualité contribuent de manière importante à l'équité et à l'égalité des chances. Ensuite, parce qu'ils aident à accroître le pouvoir d'achat des Québécoises et des Québécois, en limitant la nécessité d'avoir recours à des services privés équivalents dont le coût est plus élevé.



Un État fort pour l'éducation, un Québec fier de ses enseignants



L'éducation est la pierre angulaire de notre société. Le Québec a fait le choix de l'éducation publique afin de favoriser l'égalité des chances.

On a assez dit et répété, au Québec, que l'éducation doit être la priorité nationale. Pourtant, la vague de désaffection des enseignantes et des enseignants met en évidence le manque de responsabilité de l'État quant à sa priorité nationale. Alors qu'il faudrait revaloriser les professions du secteur de l'enseignement, définir une politique de développement professionnel avec elles et rappeler combien elles sont précieuses et nécessaires pour l'avenir du Québec, nos enseignantes et nos enseignants sont surchargés, les champignons envahissent nos écoles, les bâtiments se détériorent et les élèves avec des besoins particuliers n'ont pas le soutien nécessaire. La réalité, c'est que l'école privée devient de plus en plus attrayante et que cela exacerbe les difficultés de l'école publique en la privant, notamment, de la mixité sociale dont elle a besoin pour se renouveler.

Car une école publique où des jeunes de tous les milieux se côtoient est le phare de la lutte contre les inégalités. L'école publique doit être plus juste, mieux financée, accessible et au cœur de sa communauté. Pour passer de la parole aux actes, le Québec a besoin d'un gouvernement qui règlera le problème de ségrégation scolaire et qui proposera une révision du financement de l'école privée et allouera les ressources nécessaires à l'édification d'écoles publiques attrayantes et au soutien des élèves à besoins particuliers.

Le Québec a besoin d'un gouvernement qui protégera les budgets de l'éducation, de la famille et de la jeunesse, même en temps de ralentissement économique ou de restrictions

budgétaires. En procédant ainsi, un gouvernement du Parti Québécois témoignera de la réelle importance qu'il accorde à l'éducation, outil fondamental de la construction du visage culturel et linguistique du Québec, devant être accessible à tous, sans exception. Un vaste chantier de rénovation et de construction d'écoles est également au cœur de notre engagement pour l'éducation publique.

Notre système d'éducation doit aussi s'enraciner en région et offrir des enseignements riches et formateurs. Les véritables citoyens qui en seront issus pourront répondre de manière innovante aux exigences du marché du travail. Il faut adapter notre système éducatif à cette réalité en s'assurant qu'il offre une solide formation générale de base, tout en étant plus flexible en ce qui concerne les formations menant à un métier. Ainsi, nous répondrons aux aspirations professionnelles de toutes et de tous, ainsi qu'aux besoins en main-d'œuvre dans toutes nos régions. C'est pourquoi l'accès des moins de 20 ans à la formation professionnelle doit être favorisé et un vaste chantier pour l'alphabétisation doit être lancé.

Par ailleurs, il faut le rappeler, la désaffection et le décrochage scolaires affectent plus de 20 % des étudiants inscrits dans nos universités. Ces abandons avant l'obtention d'un diplôme universitaire s'avèrent bien plus que des décisions personnelles : ils constituent un échec collectif quant au soutien et à la valorisation des études postsecondaires, tout comme ils représentent un obstacle majeur à notre essor social et économique, et ce, sur la scène nationale autant qu'internationale. Plus que jamais, nous devons faire des gestes forts pour soutenir l'engagement et la persévérance à entamer et à compléter des études postsecondaires. C'est ce que fera un gouvernement du Parti Québécois : dès son premier mandat, il mettra graduellement en place la véritable gratuité scolaire.

Un État fort pour tous, un Québec fier de son monde



Un État fort a la responsabilité de prendre soin de tout son monde : des laissés-pour-compte, de celles et de ceux qui n'entrent pas dans les cases du système et qui ont été les premières victimes des mesures d'austérité du gouvernement actuel. Un État est fort de la contribution de tous ses citoyens, y compris des plus vulnérables. Notre volonté d'agir afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale est ferme. Un gouvernement du Parti Québécois haussera substantiellement le nombre de logements sociaux et agira concrètement afin d'accroître le pouvoir d'achat des familles, de la classe moyenne et des plus démunis. De plus, nous devons mieux prendre soin de nos jeunes en difficulté. Certains d'entre eux ont vécu des traumatismes à la suite de mauvais traitements. Nous avons la responsabilité de les soutenir et d'améliorer, entre autres, la qualité de vie de celles et de ceux qui vivent en centre jeunesse.

Les soins à domicile et le soutien aux proches aidants constituent également un virage majeur que le Québec est appelé à prendre pour favoriser l'autonomie des aînés et des personnes aux prises avec des limitations fonctionnelles.

L'espérance de vie qui s'allonge et la volonté grandissante de garder plus longtemps près de nous celles et ceux qui ont accompagné nos premiers pas changent les dynamiques sociales et médicales. Les membres de la famille s'avèrent ainsi les premiers partenaires de soins lorsqu'une personne se retrouve aux prises avec des problèmes de santé, une perte d'autonomie, une déficience ou des problèmes psychosociaux. Par ailleurs, lorsqu'on ne peut garder, comme on le souhaiterait, nos proches dans notre demeure, on ne devrait pas craindre pour leur sécurité ni leur dignité. Le Parti Québécois sera ce gouvernement qui soutiendra les proches aidants et les parents d'enfants ayant une déficience physique, intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme. Il sera ce gouvernement qui assurera le contrôle et le suivi de la qualité des soins et des services offerts dans le réseau.

Notre système de santé et de services sociaux n'est actuellement pas outillé pour répondre adéquatement aux besoins de la population ni aux défis de notre époque. Pour remplir la mission qui lui incombe, il est impératif de redonner du pouvoir aux acteurs locaux, de valoriser équitablement les professionnels de la santé et des services sociaux, de remettre la prévention au cœur de sa mission, d'encourager les modèles alternatifs de soins, et de reconnaître le travail essentiel des organismes communautaires.

Au Parti Québécois, nous croyons au système de santé public. Nous savons qu'il est possible de lui redonner du souffle afin qu'il puisse soigner plus rapidement. Nous sommes de ceux qui souhaitent accorder une place plus grande aux services sociaux. Nous devons répondre aux personnes vulnérables et en détresse.



L'ampleur des sommes allouées en santé exige que cet argent soit géré avec une immense rigueur. D'une part, le Parti Québécois fera de la prévention et de la promotion des saines habitudes de vie les pierres angulaires de sa stratégie en santé. Il faut notamment faire bouger nos jeunes et nos moins jeunes, et encourager le transport actif. D'autre part, il faut cesser d'organiser notre système de santé en fonction des médecins. Un gouvernement du Parti Québécois révisera les ententes avec les fédérations médicales et le mode de rémunération des médecins, et gèlera leur salaire.

C'est le patient qui doit se trouver au cœur du système et, pour qu'il soit traité convenablement, il faut profiter des compétences de tous ceux et de toutes celles qui œuvrent dans le réseau de la santé et qui n'attendent que l'occasion d'en faire plus, et leur donner de l'espace. C'est pourquoi nous octroierons davantage d'autonomie aux professionnels de la santé autres que les médecins.

Le gouvernement du Parti Québécois ne se contentera pas de réagir aux drames de ses citoyens et citoyennes; il sera proactif et combatif, et mettra sur des politiques fortes de prévention pour contrer la tenue d'événements bouleversants. C'est en reconnaissant le travail des organismes communautaires – par l'augmentation de leur financement –, en donnant les ressources nécessaires aux CLSC pour qu'ils puissent exercer adéquatement leur rôle de prévention et d'intervention psychosociales, et en instaurant une cible nationale de réduction de la négligence que le Parti Québécois assumera pleinement sa mission de gouvernement à l'affût des difficultés.

Un État fort pour l'environnement, un Québec fier de sa nature



La crise climatique affecte lourdement la qualité de vie de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. C'est pourquoi la lutte contre les changements climatiques fera partie des priorités de l'État. Sous la gouverne du Parti Québécois, l'État posera les jalons d'une nouvelle ère environnementale, en abrogeant la *Loi sur les hydrocarbures* adoptée par le gouvernement libéral et en s'engageant fermement à sortir le Québec du pétrole.

Un gouvernement du Parti Québécois ira de l'avant avec une nouvelle « Baie-James de la transition énergétique » : nous prendrons le virage vert de l'électrification de nos transports, tout en encourageant nos chercheurs et nos entrepreneurs du domaine environnemental à développer de l'expertise et à créer de l'emploi et de la richesse ici. Un vaste projet de rénovation verte sera également mis en avant.

Le développement durable ne doit pas être une étiquette, mais plutôt notre façon de concevoir l'avenir du Québec afin de léguer à nos enfants une Terre toujours aussi prometteuse. Ainsi, au sein d'un gouvernement du Parti Québécois, le premier ministre sera responsable du développement durable. Le Québec est immense et regorge de ressources, dont l'eau potable, qui suscitent l'envie du monde entier. Pour s'assurer de la pérennité de cette richesse naturelle inestimable, les Québécoises et les Québécois pourront compter sur un gouvernement du Parti Québécois : il en augmentera la qualité, haussera les redevances liées à son utilisation et leur en garantira l'accès.

Par ailleurs, l'incarnation du développement économique par le développement durable est possible. Nous devons miser sur l'utilisation des extrants provenant de différentes industries pour devenir des leaders de l'économie circulaire. Plusieurs villes montrent déjà l'exemple; nous devons généraliser cette pratique sur tout notre territoire.



Un État fort pour le nationalisme économique, un Québec fier de ses entrepreneurs



Le Parti Québécois agira pour l'enrichissement des Québécoises et des Québécois, comme pour celui du Québec. Nous mettrons notre État au service d'une croissance économique plus robuste, ce qui passe, entre autres, par une économie plus innovante et productive, et par une accélération des investissements et de nos exportations.

C'est avec déception que nous avons vu partir de trop nombreux fleurons québécois à l'étranger. Rona, St-Hubert, le Cirque du Soleil, la Série C de Bombardier... la liste est longue. Il faut faire preuve de fermeté et mettre en avant un nationalisme économique assumé afin de soutenir l'entrepreneuriat québécois et ses succès. Puisque la Caisse de dépôt et placement du Québec joue un rôle crucial en matière économique, le Parti Québécois lui redonnera sa mission économique originale, en incluant à son mandat le développement économique régional et la protection des sièges sociaux stratégiques.

L'État doit aussi déployer tous les outils nécessaires pour soutenir et propulser nos entrepreneurs, car les PME sont un pilier de notre économie. Un gouvernement du Parti Québécois mettra en avant le concept d'achat local pour nos institutions afin de favoriser les entreprises d'ici, partout sur notre territoire, et veillera à ce que les fournisseurs locaux soient respectés, en exigeant un seuil de 25 % de contenu québécois dans les grands projets à venir.

L'entrepreneuriat est plus attrayant que jamais pour les jeunes Québécois, et l'État doit soutenir cette confiance que les Québécoises et les Québécois cultivent en eux-mêmes. Le Parti Québécois est déterminé à alléger la réglementation et à réduire la paperasse gouvernementale. Cela créera un environnement propice à l'entrepreneuriat, plus souple et plus compréhensif. À son tour, cet environnement entrepreneurial facilitera le lancement et le transfert d'entreprises privées et collectives, et leur permettra d'être plus habiles et présentes, ici et dans le monde.

Il faut l'affirmer sans détour : le Québec est ouvert aux affaires, mais tient à l'équité. Pour être crédible dans cette volonté, l'État, sous la gouverne du Parti Québécois, suspendra l'application de conventions fiscales conclues par le gouvernement fédéral avec plusieurs paradis fiscaux et verra à ce que les multinationales actives au Québec versent des impôts reflétant les revenus qu'elles ont générés chez nous.

L'économie numérique, l'économie collaborative et l'intelligence artificielle marqueront rapidement notre société, comme l'ont fait les précédentes révolutions technologiques. Bien que cela pose plusieurs défis, ces nouveaux vecteurs représentent surtout des occasions de développement pour le Québec. Un gouvernement du Parti Québécois entend prendre ses responsabilités afin de bien s'y préparer. Nous devons à la fois apporter des changements législatifs permettant l'éclosion de ces nouvelles économies et mettre en place des mesures pour soutenir les travailleuses et les travailleurs qui risquent de subir une perte d'emploi. Nous devons être proactifs en favorisant la recherche et le développement d'incubateurs d'innovations technologiques et sociales. Il faut assurer l'équilibre entre les industries implantées et les nouveaux joueurs qui redéfinissent plusieurs façons de faire. Nous avons les infrastructures, les ressources et les talents, bref, tout ce qu'il faut pour réussir ce grand virage. Donnons-nous le gouvernement qui mettra en avant une politique numérique audacieuse.

Un gouvernement du Parti Québécois entend assurer la pérennité de son industrie navale et le maintien de l'expertise québécoise



BÂTIR EN REGARDANT L'AVENIR



Un État fort pour les régions, un Québec fier de ses espaces



Les régions du Québec sont bien plus qu'un terrain de jeu récréatif. Elles sont le moteur économique du développement et de l'occupation de notre territoire. La diversité québécoise est, au premier chef, riche des particularités régionales. Il en va de la pérennité de notre identité nationale de s'assurer que toutes les régions du Québec disposent des leviers nécessaires à leur vitalité culturelle, sociale et économique.

Notre choix est clair : il faut pouvoir vivre en région, travailler en région et décider en région. Il faut donc que l'État redonne du pouvoir décisionnel aux régions en évitant le « mur à mur », qu'il rapproche les services des gens, s'assure de l'accès aux écoles et à l'enseignement supérieur sur tout notre territoire, et garantisse des liens routiers, ferroviaires et aériens abordables.

Un État fort pour la famille, un Québec fier de ses enfants



Qu'elle soit recomposée, nucléaire, homoparentale ou monoparentale, la famille constitue le cœur de nos vies. Puisque ce point d'ancrage se redéfinit constamment, la façon de répondre à ses besoins doit aussi évoluer et se transformer.

L'État québécois doit répondre à cette attente légitime des familles, qui souhaitent se retrouver et profiter davantage des moments qui comptent. Il doit également soutenir les jeunes familles en encourageant le télétravail et en améliorant l'accessibilité aux services de garde éducatifs. En tant que gouvernement, le Parti Québécois donnera la priorité au développement de nouvelles places en centre de la petite enfance, réduira les tarifs des services de garde éducatifs et offrira l'équité de traitement aux parents adoptants.



Un État fort pour développer le territoire, un Québec fier de sa mobilité



Nous avons de magnifiques terres agricoles au Québec. Il faut redéployer la Politique de souveraineté alimentaire pour que plus de 50 % des aliments consommés ici, dans les assiettes de nos hôpitaux, de nos écoles, de nos institutions, proviennent de chez nous. Encourager les produits d'ici permet de réduire les risques et la pollution, de diminuer l'empreinte carbone et d'assurer une meilleure qualité des produits.

Encourager les produits d'ici, c'est aussi reconnaître le professionnalisme des agriculteurs qui prennent soin de nos terres, de nos cultures et de nos bêtes. Nous encouragerons fermement le virage vers l'agriculture biologique et à échelle humaine. Le Parti Québécois incarnera un État voué à la relève agricole, plutôt qu'aux grands spéculateurs.

Le développement du territoire est tributaire autant de comment nous l'occupons que de comment nous y voyageons. Aussi, la question de la mobilité est centrale dans la lutte contre les changements climatiques. En plus de contribuer à la diminution du temps perdu dans la circulation, à un meilleur accès aux régions du Québec, à l'essor du tourisme et à la possibilité de passer plus de temps en famille, offrir une solution durable et efficace en mobilité est un levier indispensable pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Cette vision doit s'incarner dans des projets concrets, autant pour la région métropolitaine que pour la capitale nationale et nos régions. Le transport collectif, tant intrarégional qu'interrégional, doit nous mobiliser afin d'assurer une plus grande occupation du territoire et une meilleure mobilité. Nous devons mettre, notamment, l'accent sur le transport actif, l'autopartage et le covoiturage, trois modes de transport modernes et adaptés aux réalités technologiques du XXI^e siècle.

Le Parti Québécois propose déjà des projets en transport collectif pour incarner cette vision. Le Grand Déblocage pour la région métropolitaine permettra, par exemple, de desservir des secteurs où l'utilisation de la voiture est actuellement inévitable. Il permettra de relier plusieurs pôles régionaux comme Joliette, Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Hyacinthe à la métropole. Le Grand Déblocage, c'est un projet intégré dans la grande région métropolitaine, pour le bien des gens; c'est ainsi que le transport collectif doit être pensé.

Pour la capitale, un gouvernement du Parti Québécois soutiendra le projet de tramway et de trambus. Il est temps que la région de Québec se dote d'une armature de transport collectif adaptée à sa réalité de capitale nationale.



Un État fort pour réussir le vivre-ensemble, un Québec fier de ceux qui le choisissent



Le Québec est depuis son origine une terre d'accueil où vivent en harmonie des gens provenant des quatre coins de la planète. L'intégration et la participation de toutes et de tous à la société québécoise est une responsabilité partagée entre ceux qui arrivent et ceux qui accueillent. Le vivre-ensemble, c'est aller au-delà des apparences et aborder les discussions difficiles en fonction de ce qui nous unit plutôt qu'en insistant sur ce qui nous différencie. Le Québec est la nation où peut s'épanouir collectivement une pluralité de gens, indépendamment de leur lieu de naissance, de leurs croyances religieuses, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. C'est pourquoi un gouvernement du Parti Québécois intégrera à la *Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise* le respect des droits des personnes LGBTQ+.

Un État mené par le Parti Québécois fera du vivre-ensemble un projet ayant pour but de transformer les rêves en succès par des mesures facilitant l'intégration et l'accès à l'emploi pour celles et ceux qui se joignent à la collectivité québécoise. Le Parti Québécois soutiendra ces nouvelles citoyennes et nouveaux citoyens en exigeant, entre autres, une connaissance intermédiaire du français avant leur arrivée au Québec et en investissant dans les services de francisation.

La question des seuils d'immigration doit être dépolitisée. Ceux-ci doivent être fixés à la lumière des recommandations de la vérificatrice générale. De plus, un gouvernement du Parti Québécois, résolument en faveur d'un État laïque, adoptera des balises claires en matière d'accommodements et de port de signes religieux.



Un État fort pour lutter contre les inégalités sociales, un Québec fier de ses travailleuses et travailleurs



Le dialogue et la mobilisation pour le plein emploi et une société juste et équitable sont au cœur du construit québécois. L'encadrement des relations de travail doit suivre l'évolution de notre société. Le travail n'est plus toujours localisé dans un bureau, le travail autonome est de plus en plus présent, de plus en plus, les travailleurs seront amenés à changer plusieurs fois d'emploi dans une vie. Un gouvernement du Parti Québécois prendra acte de ses changements en rendant caduques les clauses de disparité de traitement à échéance des conventions collectives. Il modernisera le Code du travail afin d'interdire à un employeur d'utiliser à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement les services ou le produit du travail autres que ceux d'une salariée ou d'un salarié faisant partie de l'unité d'accréditation en grève ou en lockout.



Un État fort pour promouvoir l'histoire et la langue, un Québec fier de sa culture



Le français, c'est la sève qui coule dans nos veines depuis plus de 400 ans. Il faut favoriser son développement et encourager celles et ceux qui le font vivre. C'est notre distinction première comme peuple d'Amérique, c'est le cœur de notre culture. Au fil des derniers siècles, cette culture a évolué, mais elle est restée forte et digne. C'est notre responsabilité de poursuivre dans cette voie.

Un gouvernement du Parti Québécois misera sur l'apprentissage du français par nos élèves et nos tout-petits, car c'est la condition de base du succès de leur cheminement scolaire et de leur vie de tous les jours. De plus, il protégera et garantira l'usage du français en milieu de travail, et s'assurera que les étudiantes et les étudiants fréquentant nos établissements d'enseignement supérieur le maîtrisent bien.

L'État québécois que nous envisageons sera au service de sa culture. Il valorisera nos artistes et nos créateurs dans l'expression de leurs talents – pour chanter, écrire, dire et interpréter le Québec d'hier, d'aujourd'hui et de demain –, afin qu'ils puissent vivre décemment, dans toutes nos régions. Il soutiendra vigoureusement ses grandes institutions, piliers de la vie culturelle.

Un État mené par le Parti Québécois soutiendra les municipalités, les organismes et les citoyens qui voient à la valorisation et à la préservation de notre patrimoine. Il fera de même pour celles et ceux qui favorisent l'approfondissement de la connaissance de notre histoire nationale et sa diffusion.

Le Parti Québécois tient à rétablir les ponts et à reconnaître sans ambivalence les Premières Nations et la nation inuite comme peuples fondateurs du Québec d'aujourd'hui. Pour ce faire, un État gouverné par le Parti Québécois favorisera les relations de nation à nation avec les Premières Nations et la nation inuite, en collaborant avec elles afin de trouver les meilleurs outils pour assurer leur plein développement et protéger leur patrimoine culturel. Il ratifiera, aussi, dès le début de son mandat, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

Un État fort pour être ouvert et présent au monde, un État fort pour réussir l'indépendance



Pour avoir un gouvernement qui soit pleinement au service de nos familles, selon nos valeurs et nos objectifs, il faut qu'il ait la pleine liberté de décider et d'agir. Tant qu'un autre gouvernement gèrera une partie substantielle de nos outils fiscaux – étant donné qu'il reçoit chaque année des dizaines de milliards de dollars de nos taxes et impôts – et tant qu'il pourra périodiquement empiéter sur nos décisions et nos programmes sans que nous ayons notre mot à dire, nous serons limités dans notre développement.

Un Québec souverain pourra enfin consacrer tous ses leviers de développement aux collectivités d'ici, avec les intérêts des familles québécoises en tête. Il pourra ainsi atteindre son plein potentiel, librement, comme le font quelque 200 pays souverains dans le monde. C'est pourquoi un gouvernement du Parti Québécois remettra à jour les études sur l'indépendance.

Nous savons que le Québec dispose de tous les talents, de toutes les ressources pour être indépendant. C'est le cœur et la raison de notre engagement. Pour avoir un gouvernement qui soit pleinement au service de la nation, nous devons être seuls maîtres chez nous afin de poursuivre plus sagement nos collaborations avec toutes les nations amies, en fonction de nos priorités. En matière de justice, il faut décider nous-mêmes des lois qui nous gouvernent. En matière d'immigration, il faut que nous soyons les seuls gestionnaires de nos frontières et des critères à respecter pour s'installer au Québec, terre des plus accueillantes. Seule la souveraineté le permettra.

D'ici à ce que le Québec puisse se joindre au concert des nations, un gouvernement du Parti Québécois propose de renforcer la présence du Québec à l'international et de faire preuve de leadership.



UNE NATION FACE À SON DESTIN



Au sortir de 15 années de gouvernance libérale presque ininterrompues, la société québécoise a besoin d'air frais, d'un nouvel élan. Après les scandales de corruption, les mesures d'austérité et les promesses brisées, les liens de confiance entre les élus et la population, ainsi qu'entre l'État et les citoyens, sont à raffermir. Nous devons retrouver nos ambitions et nos moyens.

Pour leur part, nos services publics ont besoin d'un sérieux coup de barre. Des CPE à nos tribunaux, en passant par nos écoles publiques et nos hôpitaux, il est temps d'accorder les ressources nécessaires à notre bien-être collectif.

Il va sans dire que le Québec a besoin de se remettre à rêver, à construire des projets audacieux et à cultiver sa fierté. Fierté de ce que nous sommes, fierté de nos racines et fierté de ce que nous léguerons aux prochaines générations. Cette remise en marche du Québec – un Québec bouillonnant d'idées et qui réalise de grands projets –, ce sera notre mandat au lendemain de l'élection du 1er octobre prochain.

Puis, naturellement, après le premier mandat, nous en sommes convaincus, le Québec reprendra confiance en lui-même et reconnectera avec son destin. Il aura alors rendez-vous avec son histoire pour devenir le pays qu'il mérite d'être.

**Ensemble, nous remettons
le Québec au monde.**

PERMANENCE NATIONALE

1200, avenue Papineau, bureau 150
Montréal (Québec) H2K 4R5

pq.org



**UN ÉTAT FORT
POUR RÉUSSIR L'INDÉPENDANCE**